

SOMMAIRES

NATALIA CEPPI, *Les combustibles dans les rapports Argentine-Bolivie. Accords et conflits au sujet du gaz naturel.*

Dans les années 1990 la plupart des pays latino-américains ont connu la privatisation, qui a mené à réorganiser et à libérer des activités fondamentales de leurs économies. Dans les cas de l'Argentine et de la Bolivie, le domaine des combustibles –en particulier le pétrole et le gaz naturel– n'est pas resté en marge des réformes, de telle sorte que des compagnies multinationales ont assumé des fonctions essentielles le long du procès d'exploitation. Au début de 2004 l'Argentine faisait face à une grave crise de l'énergie, et depuis lors le gaz a acquis beaucoup d'importance dans ses rapports avec la Bolivie. Des circonstances internes, dans chaque État, rendent difficile de respecter les pactes internationaux, ce qui cause des malentendus entre les deux pays.

Mots clefs: **Argentine, Bolivie, gaz naturel, crise de l'énergie, accords.**

JOSÉ BRICEÑO ET MIRIAM GOMES SARAIVA, *Les avis divisés sur la création du Mercosur en Argentine, Bolivie et Venezuela.*

L'article analyse les façons contrastées dont envisagent le Mercosur les acteurs politiques dans les trois pays membres principaux; il se propose d'évaluer, dans les milieux officiels, les arguments pour et contre ce projet régional. Dans ce but, il présente des idées qui ont circulé en Argentine et au Brésil. De même, il s'interroge sur le rôle des acteurs politiques au Venezuela pour incorporer leur pays au Mercosur.

Mots clefs: **Mercosur, intégration de l'Amérique du Sud, idées, politique étrangère.**

EMILIO DE ANTUÑANO, *Le souvenir de la guerre civile espagnole: le contexte et les implications de la Loi sur la Mémoire Historique de 2007.*

En 2007 le pouvoir législatif espagnol a approuvé, après les débats correspondants, une Loi sur la Mémoire Historique dont on a beaucoup discuté. Cette loi, qui est une initiative du gouvernement socialiste, implique des changements importants dans la manière de faire face au passé, en Espagne, notamment à la guerre civile et à la dictature. Lors de la transition à la démocratie, cette guerre s'avérait comme une expérience menaçante et capable de provoquer des divisions, qu'il était préférable d'ignorer ou d'exorciser plutôt que de la comprendre et de s'en souvenir. Le retour du sujet de la guerre sur la scène publique espagnole se doit sans doute à des raisons politiques. Puisqu'il n'y a pas d'accord parmi l'élite officielle sur le sens de cette étape, les interprétations dont elle est l'objet permettent d'articuler les avis politiques et de projeter les différences d'opinion et les conflits du présent.

Mots clefs: **Loi sur la Mémoire Historique, guerre civile espagnole, transition démocratique, Partido Popular (PP), Partido Socialista Obrero Español (PSOE).**

RENÉ MILLÁN, *Les transformations de la société mexicaine: leur importance et leur sens.*

La façon d'intégrer la société mexicaine et d'y établir l'ordre s'est transformée. Les concepts «différentiation» et «complexité sociale» sont à la base d'un modèle qui permet d'analyser la manière dont les changements de plusieurs systèmes (politique, économique, juridique) se reflètent dans l'intégration sociale. L'appareil politique issu de la Révolution, qui accordait un rôle prééminent à l'État, imaginait l'intégration comme une fonction politique capable de renforcer l'ordre établi; la collaboration sociale était possible, mais les choix étaient limités. Sous le nouveau système, l'importance de la politique a diminué, en raison des limites qui lui sont imposées par l'autonomie des autres systèmes. La collaboration sociale a diminué, et le pays a besoin de règles et de principes différents de ceux qui autrefois caractérisaient le Mexique sous l'influence de la Révolution.

Mots clefs: **changement social et politique, intégration sociale, différenciation, complexité, collaboration sociale.**

LUISA BÉJAR ALGAZI, *De la centralisation à la décentralisation. Le nouveau mode de fonctionnement du Congrès.*

Loin de ce que l'on aurait espéré, au Mexique le passage de la centralisation à la décentralisation du système politique n'a presque pas porté atteinte à l'uniformité du vote des groupes parlementaires. L'article s'interroge sur les changements de normes qui ont évité l'indiscipline et la perte de cohésion à l'intérieur du Congrès dans les nouvelles circonstances. La réforme des procédures internes a renforcé le pouvoir des coordonnateurs de chaque parti –qui forment un Comité de Coordination Politique– dans le double but d'augmenter leur contrôle des législateurs de leur parti et de faciliter les travaux de ces derniers au profit d'acteurs politiques locaux, dont dépend désormais l'avenir de leurs carrières.

Mots clefs: **système politique, congrès, procédures internes, partis, élections.**